

C'est une très belle ville. Au demeurant, il y a plusieurs étudiants ici aujourd'hui qui affirmeront que cette ville est le lieu par excellence des possibilités culturelles et économiques dans l'une des régions les plus peuplées du Canada.

Nous sommes fiers de Hamilton et de ses réalisations artistiques, récréatives et sportives. Nous sommes fiers de son surnom de «ville de l'acier».

Le député a non seulement manqué à l'étiquette, mais il a fait injure à l'une des villes les plus intéressantes du Canada.

Au nom de Hamilton et du parti libéral, je demande au député de Mississauga-Nord de présenter des excuses aux habitants de cette ville.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE CENTRE ÉDUCATIF DES AUTOCHTONES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—ON DEMANDE UNE AUGMENTATION DE LA SUBVENTION FÉDÉRALE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. McKnight) a déclaré le 14 mai dans un communiqué de presse qu'il accordait énormément d'importance à l'éducation et à la formation pour développer l'autonomie politique et l'indépendance économique. Et pourtant, au nom même de l'autonomie politique, son ministère met fin à une subvention de 125 000 \$ pour le Centre éducatif des autochtones de la Colombie-Britannique à Vancouver, dont les états de service sont remarquables.

Cette institution, monsieur le Président, qui fonctionne depuis une vingtaine d'années sous direction autochtone, aide non seulement les autochtones à mener une vie nouvelle grâce à l'éducation, mais leur offre aussi de nombreux programmes culturels et de formation en technologie de pointe.

Je demanderais au ministre de confirmer son engagement à l'égard de l'éducation et de l'autonomie politique des Indiens en rétablissant et en augmentant la subvention fédérale versée à cet important centre éducatif de Vancouver sous direction autochtone.

Des voix: Bravo!

* * *

LES INVALIDES ET LES HANDICAPÉS

RICK HANSEN—LE DÉPASSEMENT DE L'OBJECTIF FIXÉ POUR LE FONDS DE RECHERCHE

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de joie que je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à un citoyen extraordinaire, Rick Hansen.

Des voix: Bravo!

Questions orales

Mme Collins: Comme nous le savons tous, c'est demain, à Vancouver, que Rick termine son odyssee autour du monde. Il a été enchanté d'apprendre, j'en suis sûr, qu'il avait dépassé l'objectif initial des 10 millions de dollars pour la recherche sur la moelle épinière, la réadaptation et les sports pour invalides.

Je sais que la détermination et l'exemple de Rick ont été une source d'inspiration pour tous ceux qui l'ont rencontré pendant son périple de 26 000 milles. Sur son chemin, il a montré aux citoyens de 34 pays les profondeurs ce qu'on peut faire à force de volonté et d'endurance.

Il y a près de deux ans, monsieur le Président, j'étais ici et je souhaitais bonne chance à Rick qui entamait son voyage. Je suis extrêmement heureuse de pouvoir dire aujourd'hui à Rick: Bienvenue. Tu as été une source d'espoir et de fierté pour tous les Canadiens. A toi et à Amanda, nous exprimons notre reconnaissance, et notre amitié, et nous vous souhaitons un merveilleux avenir, car vous le méritez.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—L'INVESTISSEMENT AMÉRICAIN AU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, lorsque le premier ministre a perdu son sang froid, hier, en répondant à mes questions au sujet des prises de contrôle américaines illimitées, j'avais l'impression que quelque chose clochait et je ne me trompais pas.

Hier après-midi, après la période des questions, le négociateur en chef du Canada a déclaré à des journalistes que le président Reagan avait demandé personnellement au premier ministre que les Américains puissent investir de façon illimitée dans des entreprises canadiennes.

Le premier ministre n'a pas parlé de cette demande au Parlement. Il n'en a pas parlé aux Canadiens. Mais le plus grave, c'est qu'il ne l'ait pas rejetée.

Je lui demande donc d'expliquer pourquoi. Pourquoi n'a-t-il pas dit au président Reagan que les Canadiens n'accorderaient jamais aux États-Unis le droit absolu d'acheter n'importe quelle entreprise canadienne selon leur bon plaisir?

● (1420)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je ne l'ai pas dit au président parce que la question n'a jamais été abordée. Il n'a jamais été question d'un accès illimité ou de droits absolus. C'est faux.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je ne vais pas réciter les paroles de M. Reisman que plusieurs quotidiens ont rapportées, mais je vais déposer des documents à l'appui de mes dires.